

Le nucléaire : une menace globale, d'hier à aujourd'hui



Manifestation de Greenpeace devant l'ambassade de France contre les explosions nucléaires à Moruroa. Sydney, 1995.

Contact média :
Mary Chevallier
mary.chevallier@greenpeace.org
06 14 73 92 29

Table des matières

Table des matières	2
Introduction	6
La vulnérabilité des centrales en temps de guerre	6
Le pari risqué du nucléaire français	6
Les horreurs du nucléaire : les bombes de destruction massive	8
Des affres de la guerre au prix Nobel de la paix	8
L'héritage des bombes nucléaires	9
Le nucléaire civil : une bombe à retardement	9
Fukushima : un passé qui ne passe pas	9
Rejet des eaux usées : la contamination ne s'arrête pas à la catastrophe	9
Retour au nucléaire : faire fi du passé	10
Tchernobyl : une catastrophe toujours actuelle	11
Un drame humain et écologique	11
Greenpeace et la mission de radioprotection	12
Zaporijia : une centrale nucléaire utilisée comme cible de guerre	13
Rosatom, entreprise criminelle qui échappe aux sanctions européennes	13
Le rôle ambigu de l'AIEA	14
Les explosions nucléaires : colonialisme et écocide	15
Rongelap : un passé colonial radioactif	15
L'exil forcé par le nucléaire	15
Greenpeace répond à l'appel des populations locales	16
L'Algérie et la Polynésie : la mémoire cachée des explosions nucléaires	17
Dénoncer les risques nucléaires : la répression d'État d'hier à aujourd'hui	18
L'attentat du Rainbow Warrior	18
La répression des écologistes par l'État	19
Conclusion	22
Les énergies renouvelables, énergies de résilience et de paix	22
Sources	23

La centrale nucléaire de Zaporijia, la plus grande d'Europe, est occupée illégalement par l'armée russe et Rosatom depuis trois ans, suite à l'attaque de la centrale au cœur de la guerre que mène la Russie en Ukraine. L'occupation illégale de cette installation met en péril des millions de vies. Cette situation illustre la fragilité extrême du nucléaire en temps de conflit : **une centrale au milieu d'un champ de bataille peut devenir une arme.**

La menace que représente le nucléaire pour un pays n'est pas nouvelle. Chaque année, nous commémorons les catastrophes de **Tchernobyl et de Fukushima, deux catastrophes qui ont démontré que le nucléaire civil est une bombe à retardement.** Ces accidents ont eu des conséquences irréversibles pour les populations et l'environnement et rappellent qu'un accident est possible.

Les catastrophes nucléaires ne se limitent pas aux accidents civils. L'histoire du nucléaire est marquée par **la destruction et la souffrance.** En 2025, nous commémorerons **les 80 ans des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki**, rappelant que l'atome a d'abord été une arme de guerre. Cette année marquera également les **40 ans du sabotage du Rainbow Warrior** par les services secrets français, un acte visant à empêcher Greenpeace de dénoncer les explosions nucléaires en Polynésie française.

L'histoire nous rappelle aussi que les explosions nucléaires ont détruit des vies. Greenpeace retourne bientôt à **Rongelap**, un atoll des îles Marshall, dans le Pacifique où Greenpeace a soutenu les communautés locales en les aidant à fuir les impacts des contaminations radioactives de leurs îles à cause des explosions nucléaires américains. Comme **en Polynésie française et en Algérie**, où la France a mené des explosions nucléaires sans égard pour les populations autochtones, ces explosions ont marqué à jamais des territoires et des peuples entiers, avec des maladies qui se transmettent aux nouvelles générations.

Partout dans le monde, le nucléaire est une énergie de guerre. Il suffit de regarder **les liens historiques entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire pour comprendre qu'il alimente la prolifération d'armes de destruction massive.** Il est temps de sortir de cette logique dangereuse et d'investir massivement dans les énergies renouvelables, seules capables de garantir la paix et la sécurité des générations futures.

Le nucléaire n'est ni propre, ni sûr, ni pacifique. Le nucléaire est une menace latente et permanente.

« Alors qu'aux portes de l'Europe, des centrales nucléaires deviennent des cibles de guerre, dans un contexte géopolitique chaotique et d'aggravation du dérèglement climatique, il est impératif de mettre un terme à la relance du nucléaire en France et dans le monde.

Les frappes stratégiques de la Russie sur le réseau électrique ukrainien, l'attaque et l'occupation illégale de la centrale de Zaporijia ou encore l'endommagement de l'arche de Tchernobyl par une attaque de drone montrent à quel point cette énergie est vulnérable en temps de conflit.

Face aux risques géopolitiques, environnementaux, sociaux et climatiques, le gouvernement français doit protéger sa population en développant des économies d'énergies et des énergies d'avenir comme le solaire et l'éolien pour sortir au plus vite des fossiles et du nucléaire. »

Pauline Boyer, chargée de campagne Transition énergétique à Greenpeace France



Pauline Boyer est chargée de campagne transition énergétique et experte en nucléaire à Greenpeace France.

Ingénieure en génie des procédés, elle a été cheffe d'exploitation d'une unité de fabrication de produits radiopharmaceutiques et **responsable de la sûreté nucléaire du site.**

Prenant conscience des conséquences écologiques, économiques et sociales du dérèglement climatique, elle est devenue militante pour le climat depuis plusieurs années.

Aujourd'hui, elle est chargée de campagne transition énergétique à Greenpeace France avec à cœur la volonté d'informer sur les dangers de l'énergie nucléaire, sur les déchets nucléaires, sur la vulnérabilité des installations nucléaires au dérèglement climatique et sur l'impact de celles-ci sur la population et l'environnement.

Son expertise porte principalement sur les nouveaux modèles de centrales nucléaires appelés « EPR2 », sur la dépendance de la France aux autres États pour se fournir en uranium et sur l'Ukraine où elle s'est rendue en novembre 2024 dans le cadre d'une mission de Greenpeace auprès des communautés locales vivant à proximité de la centrale occupée de Zaporijia et du front de guerre.

Elle a également co-écrit un ouvrage sur la non-violence en tant qu'outil stratégique dans les mobilisations citoyennes, intitulé *Manifeste pour la non-violence*.

Introduction

La vulnérabilité des centrales en temps de guerre

Ce qu'il se passe en Ukraine pendant cette guerre montre la vulnérabilité que confèrent à un pays des centrales nucléaires bâties initialement pour produire de l'électricité. Ces installations dangereuses deviennent des cibles stratégiques pour l'ennemi et un talon d'Achille pour le pays agressé. Une attaque sur une centrale pourrait entraîner un accident nucléaire provoquant des fuites radioactives massives, exposant des populations à des radiations et dévastant des écosystèmes pour des décennies.

Le pari risqué du nucléaire français

Lors de son discours de Belfort le 10 février 2022, Emmanuel Macron a annoncé sa décision unilatérale de relancer le nucléaire civil en France, avec dans un premier temps la construction de six nouveaux réacteurs (de modèle EPR2), et des études pour en construire huit supplémentaires. Loin de représenter une solution pacifique et écologique, ces nouveaux réacteurs nucléaires sont de potentielles armes en devenir.

Au lieu de garantir un avenir énergétique sûr, ces réacteurs pourraient se transformer en cibles de guerre, de conflits et de catastrophes environnementales. La France est déjà particulièrement vulnérable avec ses 56 réacteurs nucléaires en fonctionnement (et l'EPR de Flamanville en démarrage), ses [piscines](#) de refroidissement de combustibles non bunkerisées, et [l'usine de La Hague qui concentre le plus de radioactivité au monde](#).

Greenpeace France appelle donc à une réflexion sérieuse sur les dangers géopolitiques, humanitaires et environnementaux de l'énergie nucléaire. La plupart des réacteurs nucléaires français sont ou arrivent [en fin de vie](#). Il serait donc possible de sortir en quelques années du nucléaire en mettant en place des politiques ambitieuses de sobriété pour sortir des énergies fossiles, et en développant les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Le travail de Greenpeace en Ukraine

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, Greenpeace est présente pour documenter et suivre les risques dus aux installations nucléaires sur le territoire ukrainien et aux attaques de l'armée russe. Greenpeace a [ouvert un bureau ukrainien à Kiev](#) en septembre

2024, suite aux nombreux projets qu'elle avait commencé à mener avec des communautés impactées par la guerre : [rénovation et pose de panneaux solaires sur l'hôpital d'Horenka](#), [empouvoirement des femmes](#) dans la pose des panneaux solaires, [pose de panneaux solaires sur les écoles](#), pose de [sondes de détection de radioactivité](#) pour avoir des données indépendantes sur l'activité radiologique en cas d'accident nucléaire et améliorer la protection de la population.

En novembre 2024, Greenpeace France a participé à une mission dans le Dniepr, proche de la centrale de Zaporijia et à 20 km du front de guerre, afin d'aller à la rencontre des communautés locales et donner des formations sur la radioprotection. Une vidéo des échanges avec les habitant·es est [disponible ici](#). En plus de la violence de la guerre, ces populations doivent vivre avec le risque d'accident nucléaire.

En Ukraine comme ailleurs, Greenpeace est présente sur les territoires impactés ou menacés par le nucléaire, pour documenter les risques, alerter les populations et les autorités et porter la voix des victimes du nucléaire, la plupart du temps invisibilisées.

Les horreurs du nucléaire : les bombes de destruction massive

« Hiroshima, ma ville bien-aimée est soudain devenue une épave, avec un amas de cendres, de décombres, de squelettes et de cadavres noircis.¹ » - Setsuko Thurlow, Hibakusha, survivante du bombardement d'Hiroshima

Des affres de la guerre au prix Nobel de la paix

Les 6 et 9 août 1945, les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki ont été les cibles des premières bombes atomiques utilisées en temps de guerre. Ces attaques ont causé des dégâts massifs et ont laissé des cicatrices profondes autant dans les histoires personnelles des survivant·es que sur le territoire meurtri.

¹ <https://www.greenpeace.fr/pour-un-monde-plus-sur-sans-armes-nucleaires/>

À Hiroshima, l'explosion du 6 août 1945 à 8h15 du matin a instantanément anéanti la ville. Les effets combinés de l'onde de choc, des rayons thermiques et des radiations ont causé des destructions et des souffrances indicibles. [280 000 habitant-es d'Hiroshima et de Nagasaki](#) ont perdu la vie, tandis que d'innombrables agonisaient des conséquences des radiations. [Près de 40 000 enfants ont été tués](#) par ces bombardements nucléaires.

Les survivant·es de ces bombardements, connus sous le nom de Hibakusha, ont transformé leur tragédie personnelle en une lutte pour le bien commun. Le Nihon Hidankyo, la Confédération japonaise des survivants de la bombe atomique d'Hiroshima et de Nagasaki, a œuvré sans relâche pour promouvoir les droits de tous les Hibakusha, tant au Japon qu'à l'étranger. Les survivant·es des explosions d'Hiroshima et de Nagasaki ont lancé en avril 2016 une [campagne contre les armes nucléaires \[en\]](#).

Leur engagement inébranlable a été reconnu en 2024 lorsqu'ils ont reçu le prix Nobel de la paix. Greenpeace salue les lauréats du prix Nobel de la paix, le Nihon Hidankyo, pour leur rôle dans la lutte contre les armes nucléaires. Leur engagement souligne l'importance de poursuivre les efforts pour éliminer ces armes de destruction massive.

L'héritage des bombes nucléaires

Malgré les horreurs d'Hiroshima et de Nagasaki, [le monde compte encore environ 12 500 ogives nucléaires](#), certaines d'une puissance bien supérieure à celles de 1945. Le risque d'une guerre nucléaire est aujourd'hui plus élevé qu'à tout moment depuis la fin de la guerre froide. Les neuf États dotés d'armes nucléaires modernisent leurs arsenaux, et certains déploient de nouveaux systèmes d'armes nucléaires ou capables de transporter des charges nucléaires.

En cette année 2025 marquant les 80 ans des tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki, ces événements doivent servir de rappel des conséquences dévastatrices de tout emploi volontaire ou par accident d'armes nucléaires. Alors que le monde continue de faire face aux menaces, il est essentiel de se souvenir de ces événements et de travailler sans relâche pour un avenir sans nucléaire civil et militaire avec notamment [l'universalisation du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires](#)..

Le nucléaire civil : une bombe à retardement

Fukushima : un passé qui ne passe pas

Le 11 mars 2011, le Japon est frappé par un séisme et un tsunami dévastateurs, entraînant l'accident nucléaire de Fukushima Daiichi. Cet événement transforme des zones entières en territoires contaminés, forçant des milliers de résidents à évacuer, entraînant des décès et [brisant des vies à jamais](#).

Rejet des eaux usées : la contamination ne s'arrête pas à la catastrophe

Parmi les plus touchés, les pêcheurs de Fukushima voient leur quotidien bouleversé. Limités à une dizaine de sorties mensuelles, leurs revenus chutent drastiquement, ne dépassant pas 120 000 yens par mois.

Quatorze ans plus tard, leur avenir est toujours compromis : le 24 août 2023, le gouvernement japonais a annoncé le rejet d'eau radioactive stockée à Fukushima dans le Pacifique. Le Japon envisage ainsi d'évacuer plus de 1,3 million de m³ d'eau usée contaminée. Cette décision est une menace pour l'écosystème marin et la santé humaine. Greenpeace soutient notamment la [National Association of Marine Laboratories \(NAML\)](#), une organisation regroupant plus de 100 laboratoires qui s'oppose à ces rejets en soulignant un manque de données scientifiques adéquates et précises pour soutenir l'affirmation du gouvernement japonais de l'innocuité des rejets. D'autant plus qu'il existe une abondance de données démontrant de sérieuses inquiétudes quant au rejet d'eau contaminée par la radioactivité.

La décision du gouvernement japonais ne tient pas compte des preuves scientifiques, ainsi que des profondes [inquiétudes exprimées par ses voisins du Pacifique](#), dont beaucoup souffrent encore des conséquences des explosions nucléaires sur leurs terres.

Retour au nucléaire : faire fi du passé

Quatorze ans après la catastrophe, le Japon envisage de relancer l'énergie nucléaire. Ce revirement est une trahison envers les victimes de l'accident nucléaire de Fukushima et

suscite des inquiétudes quant aux risques liés aux réacteurs vieillissants, surtout dans un pays sujet aux séismes.

Face à ces défis, Greenpeace France continue de plaider pour une transition vers des sociétés sobres, qui préservent les ressources naturelles, la biodiversité et la planète, tout en produisant de l'électricité grâce à des énergies renouvelables sûres et non dangereuses.

La catastrophe de Fukushima illustre les risques du nucléaire face aux événements météorologiques extrêmes, qui eux-mêmes vont s'intensifier avec l'aggravation du dérèglement climatique. Elle a montré que les ingénieurs ne sont pas en mesure de prévoir tous les risques ou de prendre les bonnes décisions pour s'en prémunir et pour protéger correctement une installation. En 2019, des preuves présentées au tribunal de district de Tokyo [ont montré que TEPCO était conscient](#), entre 2002 et 2008, du risque qu'un tsunami de 15,7 mètres frappe la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. L'accident s'est produit avant la mise en œuvre des mesures de sécurité nécessaires parce que les autorités de régulation successives ainsi que les équipes de direction de TEPCO ont intentionnellement reporté les travaux, n'ont pas agi et n'ont pris des décisions que dans l'intérêt de leur entreprise. Ces risques-là, ce sont la population et l'environnement qui en subissent les conséquences, sur le long terme, sur plusieurs générations.



Japanese citizens, who are plaintiffs in prosecution of TEPCO former executives, outside Tokyo District Court on opening day, June 2017. Greenpeace/Shawn Burnie

Dans le cadre des procédures judiciaires engagées à l'encontre des anciens dirigeants de TEPCO, des citoyens japonais se sont portés partie civile devant le tribunal de district de Tokyo, le jour de l'ouverture de l'audience, Juin 2017.

Greenpeace affirme que ce risque ne doit pas être pris à l'échelle de nos sociétés, d'autant plus lorsqu'il s'avère inutile étant donné qu'il est possible de produire de l'électricité autrement, tout en réduisant nos consommations d'énergies fossiles et de ressources naturelles pour préserver la biodiversité.

Tchernobyl : une catastrophe toujours actuelle

Un drame humain et écologique

L'accident nucléaire de Tchernobyl en 1986 a eu des conséquences que l'industrie et les défenseurs du nucléaire n'ont cessé de minimiser, tout en essayant de réduire au silence . Le Professeur Bandajevsky, médecin biélorusse, qui a passé sa vie à étudier les impacts de la radioactivité sur les enfants et a publié de nombreux travaux prouvant les effets délétères des faibles doses de radiation sur le corps humain a même été [condamner pour des motifs fallacieux](#) à huit ans d'emprisonnement en Biélorussie

La population ukrainienne vit avec Tchernobyl, dans sa chair, dans les histoires de famille, avec les maladies causées par des expositions à ce qu'on appelle les "faibles doses". Aujourd'hui encore, la radioactivité contamine l'air, l'eau et les sols, affectant durablement les populations locales.

Greenpeace et la mission de radioprotection

Les troupes armées russes ayant envahi l'Ukraine par la Biélorussie, elles sont entrées sur le territoire ukrainien par la zone d'exclusion le 24 février 2022, passant et occupant le village et les installations de Tchernobyl pendant plusieurs semaines. [Une équipe de Greenpeace missionnée sur le terrain en juillet 2022](#) a effectué des mesures sur l'impact du passage des troupes russes sur les taux de radioactivité au sol. Greenpeace a publié des résultats montrant une [contamination supérieure aux données publiées par l'AIEA](#).



Mesure des radiations à Tchernobyl. Au cours de la mission d'enquête à Tchernobyl organisée à l'occasion du 25e anniversaire de la catastrophe nucléaire, Tobias Muenchmeyer, expert nucléaire de Greenpeace, mesure le taux de radioactivité devant le sarcophage de la centrale nucléaire.

L'armée russe a détruit la plupart du matériel du laboratoire scientifique au cœur de la zone d'exclusion, l'Ecocenter, où des scientifiques travaillent depuis 1986 sur la contamination radioactive dans la forêt, l'eau, la faune et la flore de la zone d'exclusion. Lors de plusieurs de ses missions à Tchernobyl depuis le début de la guerre, Greenpeace continue à soutenir le travail mené par les scientifiques.

Dans la nuit du 13 au 14 février 2025, un drone envoyé par l'armée russe a [fortement endommagé l'arche de Tchernobyl](#), mettant à mal le confinement du sarcophage avec des dégâts encore en cours d'estimation. Cette attaque, sur une installation auxquels ont contribué plusieurs dizaines de pays, est hautement symbolique et une énième escalade de la menace nucléaire russe.

Régulièrement, les scientifiques et spécialistes de la radioprotection de Greenpeace se rendent sur place pour mesurer les niveaux de radioactivité et constater l'état de l'environnement autour de Tchernobyl et au sein de la centrale.

Zaporijia : une centrale nucléaire utilisée comme cible de guerre

« Les installations nucléaires, tout comme les bases d'armes nucléaires, peuvent être des cibles d'attaque ou devenir ce que l'on appelle des dommages collatéraux » - Thomas Breuer, expert nucléaire de Greenpeace Allemagne

Plus besoin de bombes nucléaires puisque les centrales nucléaires ukrainiennes suffisent pour agiter la terreur nucléaire sur le pays et au-delà depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes. **Pour la première fois dans l'Histoire, une centrale nucléaire civile a été détournée pour un usage militaire.** [L'occupation illégale de la centrale nucléaire de Zaporijia par l'armée russe et Rosatom](#), entreprise liée à Vladimir Poutine, doit nous inquiéter : une centrale transformée en arme nucléaire, qui met en péril des millions de vies. On voit comme il est facile d'en prendre le contrôle, en l'occurrence après une attaque de quelques heures dans la nuit du 3 au 4 mars 2022.

Rosatom, entreprise criminelle qui échappe aux sanctions européennes

Rosatom, entreprise nucléaire russe fondée par Vladimir Poutine, est une actrice clé de la guerre en Ukraine depuis qu'elle a pris illégalement les commandes de la centrale nucléaire de Zaporijia. Rosatom est devenue une entreprise criminelle, participant à agiter la menace nucléaire qui terrorise le peuple Ukrainien. **Cependant, la dépendance de l'industrie française et européenne à la Russie est telle que Rosatom a réussi à échapper à toute sanction européenne jusqu'à présent.**

L'industrie nucléaire française [reste dépendante de l'uranium russe](#) puisqu'elle continue d'importer régulièrement de l'uranium enrichi russe, et d'uranium naturel en provenance du Kazakhstan et d'Ouzbékistan via le territoire russe. La France aide Rosatom à construire de nouveaux réacteurs nucléaires, y compris en Europe, comme le projet de construction de deux réacteurs à Paks en Hongrie. Sa collaboration implique notamment la vente de turbines Arabelles fabriquées à Belfort, la création d'une co-entreprise avec une filiale de Rosatom pour produire dans l'usine de Lingen exploitée par Framatome du combustible pour les centrales de modèle russe, ainsi que des [transferts de technologies à double usage](#)

(civil et militaire) comme la fourniture de systèmes de contrôle commande pour des centrales nucléaires russes.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, Greenpeace dénonce les liens forts entre l'industrie nucléaire française et Rosatom avec notamment la publication de ces rapports : [L'industrie nucléaire française, une alliée du régime de Poutine](#) , [Les partenaires atomiques de la Russie : Framatome, Siemens, Energy et Rosatom](#) ou [La Russie, plaque tournante du commerce d'uranium](#).

[La Russie envisage de redémarrer les réacteurs nucléaires de Zaporijia](#) avec la collaboration de Rosatom, ce qui augmenterait dramatiquement le risque d'accident nucléaire. Greenpeace travaille actuellement pour que ces réacteurs ne soient pas redémarrés, notamment en interpellant l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) présente à l'intérieur de la centrale.

Le rôle ambigu de l'AIEA

En ce qui concerne ses missions, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) suit une ligne dangereuse, qu'elle a franchie en Ukraine. Sa mission est déclarée comme étant celle d'assurer la sûreté nucléaire dans le monde, ce qui n'est pas possible en soi. De fait, sa mission première est de promouvoir l'énergie nucléaire dans le monde entier. Cela signifie inévitablement que l'AIEA travaille et promeut activement l'industrie nucléaire russe - ou Rosatom, le premier exportateur mondial de centrales nucléaires et le premier enrichisseur d'uranium au monde (voir article II de l'AIEA²).

Même si des membres de l'AIEA sont constamment présents dans la centrale nucléaire de Zaporijia, elle n'a pas le pouvoir d'empêcher une catastrophe nucléaire. L'équipe en mission dans la centrale est composée de trois ou quatre personnes ayant un accès très limité aux installations, et aucune liberté, étant constamment sous la surveillance de gardes armés russes. Zaporijia est la plus grande centrale nucléaire d'Europe et il est donc impossible pour les quelques personnes de l'AIEA présentes sur place d'avoir un quelconque contrôle sur le site.

² ARTICLE II: Objectifs

« L'Agence s'efforce de hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier. Elle s'assure, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par elle-même ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires. . . » ; https://www.iaea.org/sites/default/files/statute_fr.pdf

L'AIEA n'a jamais tenu la Russie pour responsable de la [militarisation de la centrale](#) nucléaire de Zaporijia ni des [attaques de drones de la centrale sous fausse bannière](#) où l'armée russe accusait à tort les Ukrainiens.

En février 2025, [la mission de l'AIEA a violé les règles et les normes internationales](#) en effectuant la rotation de son personnel en se déplaçant jusqu'à la centrale par la Russie et l'Ukraine tenue par les Russes, et non via le territoire ukrainien comme elle le faisait jusqu'à présent. Elle a violé la souveraineté territoriale de l'Ukraine. Cette crise a été provoquée par le Directeur Général de l'AIEA, Raphaël Grossi. Il en est responsable et doit en répondre. Les liens entre l'AIEA et Rosatom sont très forts, c'est pourquoi Greenpeace France n'est pas surprise par ce dernier développement où le soutien de l'AIEA à la Russie semble plus important qu'à l'Ukraine.

Greenpeace France appelle l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à exiger fermement la fin de cette occupation, pour éviter une nouvelle catastrophe qui pourrait marquer notre siècle.

Les explosions nucléaires : colonialisme et écocide

Rongelap : un passé colonial radioactif

L'exil forcé par le nucléaire

L'atoll de Rongelap, un paradis des îles Marshall, dans le Pacifique, est devenu un enfer invisible après les explosions (*comme d'autres organisations, nous avons fait le choix de substituer le terme "essai nucléaire" au profit "d'explosion nucléaire" qui nous semble plus proche de la réalité*) nucléaires américaines. Entre 1946 et 1958, les États-Unis ont mené 67 explosions nucléaires sur les îles Marshall, notamment sur les atolls d'Enewetak et de Bikini, avec des conséquences dévastatrices. Le 1er mars 1954, sur l'atoll voisin de Bikini, l'explosion de la bombe nucléaire « Castle Bravo » – mille fois plus puissante que celle d'Hiroshima – a projeté des retombées radioactives sur des milliers de kilomètres carrés, contaminant les îles, l'océan et les populations locales.

À seulement 150 kilomètres, les habitant·es de Rongelap ont vu un « second soleil » s'élever dans le ciel. Quelques heures plus tard, des cendres radioactives se sont mises à tomber sur l'atoll. Le nuage en forme de champignon de cette « bombe à hydrogène » a atteint 40 kilomètres dans l'atmosphère, contaminant des milliers de kilomètres carrés de l'océan Pacifique par la radioactivité.

Des cobayes pour le nucléaire

Trois jours après, le gouvernement américain évacuait les habitants vers l'atoll de Kwajalein, avant de les renvoyer chez eux trois ans plus tard, affirmant que Rongelap était de nouveau sûre. Pendant les décennies qui ont suivi, les maladies se sont multipliées : cancers de la thyroïde, malformations, fausses couches. Rongelap n'était plus un foyer, mais [un laboratoire à ciel ouvert](#) où les scientifiques américains étudiaient les effets des radiations sur une population abandonnée à son sort.

Greenpeace répond à l'appel des populations locales

En 1985, après des années de lutte contre l'inaction des autorités américaines, les habitants de Rongelap ont lancé un appel à Greenpeace. [Le Rainbow Warrior a répondu](#) : pendant 11 jours, l'équipage a évacué des familles entières, transportant adultes, enfants et 100 tonnes d'effets personnels vers l'île de Mejjatto, à 180 kilomètres de là. Ce fut l'exode d'un peuple trahi, une fuite loin de leur terre empoisonnée.



Évacuation de la population marshallaise de l'atoll de Rongelap vers Mejjatto, mai 1985.

Aujourd'hui encore, les conséquences de ces explosions résonnent dans les corps et les mémoires. Rongelap reste un symbole des ravages du nucléaire et de l'impunité des grandes puissances, et nous rappelle que le combat pour la justice et la vérité ne doit jamais s'arrêter.

L'Algérie et la Polynésie : la mémoire cachée des explosions nucléaires

Entre 1960 et 1966, la France a réalisé 17 explosions nucléaires atmosphériques et souterraines dans le Sahara algérien. Le premier, nommé Gerboise bleue, a été déclenché près de Reggane, dans le désert du Sahara.

En Polynésie Française, [193 explosions](#) ont eu lieu pendant 30 ans avant leur arrêt en 1996. Des retombées radioactives ont impacté l'ensemble des atolls où résidaient plus de 150 000 personnes.

La France a créé un comité d'indemnisation des victimes des explosions nucléaires (Civen) par la loi Morin de 2010 concernant les explosions nucléaires entre 1960 et 1996.

À ce jour, [une seule victime algérienne a été indemnisée parmi les 545 victimes indemnisées](#) (essentiellement des personnes contaminées en Polynésie française). Ce comité ne répond pas à la demande algérienne pour des réparations globales.

Greenpeace contre les essais nucléaires

Pour protester contre ces explosions, Greenpeace a organisé plusieurs actions directes. **En 1972, le voilier Vega, affrété à Greenpeace, a pénétré dans la zone d'exclusion de Moruroa pour tenter de perturber les explosions nucléaires françaises.** Bien que le navire ait été écarté par les autorités françaises, cette action a attiré l'attention internationale sur la question. **En 1973, Greenpeace a envoyé le voilier Fri, qui a été intercepté par la Marine nationale au large de Moruroa.** En 1985, le navire amiral de Greenpeace, le *Rainbow Warrior*, a été coulé dans le port d'Auckland par des agents des services secrets français alors qu'il se préparait à protester contre les explosions nucléaires en Polynésie française et revenait de Rongelap.

Greenpeace France souligne les impacts sanitaires et environnementaux dévastateurs, notamment la contamination radioactive des terres et des populations locales sur plusieurs générations. Aujourd'hui, l'organisation demande des indemnités accessibles pour les victimes des radiations, et leurs descendants, ainsi qu'un accès transparent aux archives

militaires (y compris celles liées à l'Algérie) afin que les populations affectées puissent connaître la vérité et permettre un processus de réhabilitation et de nettoyage de l'environnement. La France doit respecter ses engagements en matière de non-prolifération nucléaire.

Dénoncer les risques nucléaires : la répression d'État d'hier à aujourd'hui

L'attentat du *Rainbow Warrior*

Le 10 juillet 1985, un [acte de violence orchestré par l'État français](#) vise un navire de Greenpeace, le *Rainbow Warrior*, amarré dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande. Ce navire, devenu symbole mondial de la lutte pour la protection de l'environnement, était engagé dans une mission non-violente pour perturber les explosions nucléaires françaises dans le Pacifique. Dans la nuit, deux bombes explosent, placées par des agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), coulent le bateau et entraînent la mort du photographe Fernando Pereira. Cet attentat, nié par le gouvernement de l'époque jusqu'à ce que la vérité éclate au grand jour, illustre combien le sujet du nucléaire est une affaire d'État sensible. Cet attentat, perpétré au nom de la défense des intérêts géopolitiques français, a illustré la volonté de l'État de dissuader la contestation écologiste par tous les moyens, y compris la violence et l'intimidation.



Le *Rainbow Warrior* gît à Marsden Wharf, dans le port d'Auckland, après l'attentat à la bombe perpétré par des agents des services secrets français.

La répression des écologistes par l'État

L'opération, nommée "Satanique", démontre la logique de répression menée par un gouvernement prêt à recourir à des moyens extrêmes pour défendre ses politiques nucléaires, même au prix de la vie humaine. L'attentat n'est pas un simple sabotage, c'est un message politique visant à éliminer une voix dissidente.

L'enquête néo-zélandaise, qui identifie rapidement les agents français Alain Mafart et Dominique Prieur, expose la complicité directe de l'État français dans cet attentat. L'arrestation des agents de la DGSE et les révélations qui en découlent mettent en lumière la portée d'une politique qui considère les défenseurs de l'environnement comme des ennemis. La démission du ministre de la Défense Charles Hernu et le limogeage de l'amiral Pierre Lacoste, soulignent la gravité de l'affaire.

L'attentat du *Rainbow Warrior* a provoqué une crise diplomatique majeure, où la France a dû présenter des excuses officielles et indemniser Greenpeace. Mais au-delà de l'excuse, la question fondamentale reste : pourquoi un État a-t-il jugé nécessaire de recourir à une telle violence ? La réponse réside dans la volonté de développer une puissance atomique, au mépris des droits humains et environnementaux. Dans tout le domaine du nucléaire, l'État choisit la force plutôt que la négociation, sans place pour un débat démocratique.

Ce n'est qu'en 1996, après une longue pression internationale, que le [traité](#) pour l'interdiction des explosions nucléaires a été signé.

Criminalisation des écologistes d'hier à aujourd'hui

Aujourd'hui, les actions des défenseurs et défenseuses de l'environnement sont toujours criminalisées. Greenpeace, en particulier, continue de se retrouver dans le collimateur des gouvernements et des entreprises lorsqu'elle affrontent des projets néfastes pour la planète.

Actuellement menacée par une [procédure-bâillon](#), Greenpeace USA entame un procès pour sa survie : Energy Transfer, une compagnie spécialisée dans les infrastructures pétro-gazières, lui réclame 300 millions de dollars de dommages-intérêts. Elle tente de réécrire l'histoire des protestations menées contre la construction du Dakota Access Pipeline, il y a dix ans, par les peuples autochtones à Standing Rock, en affirmant qu'elles ont été orchestrées par Greenpeace. En Italie, un procès oppose Greenpeace (et l'association Recommon) au pétro-gazier ENI. En Grande-Bretagne, Greenpeace a été poursuivie par la multinationale pétrolière Shell qui réclamait des millions de dollars mais qui a abandonné sa procédure-bâillon suite à un accord. Très récemment en France, Tota IEnergies a tenté de poursuivre Greenpeace France en justice pour avoir dénoncé l'absence de transparence de la multinationale sur son bilan carbone dans un rapport dans lequel nous estimons qu'elle aurait sous-évalué (très largement) ses émissions de CO₂. Le tribunal judiciaire de Paris a [annulé la procédure](#) et [donné raison à Greenpeace France](#).

Prochainement, le 23 juin, douze activistes de Greenpeace France seront en procès pour s'être introduits dans le périmètre de la centrale nucléaire de Gravelines pour dénoncer les risques de submersion et d'inondation et la dangerosité du projet d'EDF de construire sur ce site deux nouveaux réacteurs nucléaires (EPR2).

Le 8 avril 2024, à l'initiative du ministère de l'Intérieur, un décret a été promulgué permettant la mise en place d'un nouveau fichier de police intitulé ODIINuc visant à « la collecte et l'analyse des informations relatives aux personnes impliquées dans des événements révélant un risque d'atteinte à la sécurité nucléaire » en France. Les contours flous du texte permettent aux autorités de collecter des informations privées sur des opposant·es au nucléaire comme l'origine raciale ou l'origine ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, philosophiques, l'appartenance syndicale d'une personne, ou des données concernant la santé. Ce fichier aux contours permissifs est [contesté par des organisations environnementales comme Greenpeace](#).

L'attaque contre le *Rainbow Warrior* rappelle qu'une démocratie saine ne peut pas se construire sans la liberté d'expression, et que celles et ceux qui luttent pour l'environnement méritent d'être entendus et non criminalisés.

Conclusion

Les énergies renouvelables, énergies de résilience et de paix

« *You can't destroy the sun* »

« *Vous ne pouvez pas détruire le soleil* » - Greenpeace Ukraine



© Verena Brüning / Greenpeace

Conference in Berlin. At the start of the Ukraine Recovery Conference in Berlin, Greenpeace activists demonstrate with an oversized sunflower. The activists demonstrate for the expansion of solar energy in Ukraine.

Ce slogan utilisé par les habitant·es des villages ukrainiens avec qui Greenpeace et des associations locales travaillent, illustre la force des énergies renouvelables. Un panneau solaire, s'il est bombardé, n'engendrera pas une catastrophe radioactive. Les énergies renouvelables sont pour la population ukrainienne des énergies de résistance, de résilience et de paix.

Face aux dangers du nucléaire, qu'il soit civil ou militaire, il est urgent de repenser en profondeur notre modèle énergétique. Les événements tragiques de l'Histoire et les crises géopolitiques actuelles montrent que cette industrie ne garantit ni la sécurité, ni l'indépendance des États, bien au contraire : elle les expose à des risques humanitaires, géopolitiques et environnementaux majeurs.

Plutôt que de poursuivre dans une voie qui fait peser des menaces existentielles sur les populations, les États doivent engager une transition ambitieuse vers un avenir énergétique soutenable et pacifique. Cela passe par des politiques publiques de sobriété énergétique, l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments collectifs et individuels et par l'investissement massif dans les énergies renouvelables, seules garantes d'une autonomie énergétique réelle et d'un modèle de développement énergétique en accord avec les impératifs climatiques et sociaux.

L'avenir énergétique est un choix de société : persister dans l'énergie nucléaire, c'est maintenir une dépendance à des technologies risquées et centralisées, entre les mains d'intérêts industriels et géopolitiques. S'engager pleinement dans la transition énergétique, c'est faire le choix d'un avenir où l'énergie est produite démocratiquement, en harmonie avec les territoires et au service du bien commun. Il est temps que les gouvernements prennent leurs responsabilités et abandonnent une industrie du passé pour bâtir un modèle énergétique à la hauteur des défis et des crises d'aujourd'hui.

Sources

- GPI <https://www.greenpeace.org.au/learn/evacuation-of-rongelap-marshall-islands/>
- GPI <https://www.greenpeace.org.au/news/fukushima-disaster-shows-nuclear-is-no-solution-to-climate-crisis/>
- GPI <https://www.greenpeace.org/international/press-release/59193/science-environmental-protection-international-law-g7-japans-fukushima-water-discharge/>
- GPI <https://www.greenpeace.org/international/story/51822/unheard-voices-fishermen-fukushima/>

- GPI
<https://www.greenpeace.org/eastasia/blog/6540/a-quick-read-on-the-radioactive-water-in-fukushima-what-makes-it-different/>
- GPI
<https://www.greenpeace.org/international/story/18631/five-reasons-prohibition-of-nuclear-weapons/>
- Greenpeace Ukraine
<https://www.greenpeace.org/ukraine/en/news/1319/iaea-and-rosatom-agree-restart-of-zaporizhzhia-nuclear-plant-impossible-under-current-conditions-russian-nuclear-blackmail-continues-says-greenpeace-CEE/>
- Greenpeace Ukraine
<https://www.greenpeace.org/ukraine/en/stories-and-blogs/2941/greenpeace-ukraine-demonstration-of-bravery/>
- Greenpeace France
<https://www.greenpeace.fr/essais-nucleaires-ou-le-mirage-de-la-securite/>
- Le Figaro
<https://www.lefigaro.fr/elections/legislatives/en-direct-legislatives-anticipees-emmanuel-macron-devoile-son-plan-de-bataille-20240612>
- Le Monde
https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/13/anastasia-fomitchova-politiste-l-ukraine-a-besoin-que-ses-allies-aillent-au-bout-de-leur-engagement_6391712_3232.html
- Le Monde
https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/08/24/le-japon-a-commence-a-rejeter-les-eaux-usees-de-la-centrale-de-fukushima_6186374_3244.html
- Le Monde
https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/29/la-france-doit-mettre-un-terme-a-son-double-jeu-et-travailler-enfin-a-l-interdiction-des-armes-nucleaires_4989484_3232.html
- Reporterre
<https://reporterre.net/Essais-nucleaires-francais-Le-nombre-de-victimes-indemniees-est-trop-faible#:~:text=79%2C5%20millions%20d'euros.concern%C3%A9es%20par%20les%20retomb%C3%A9es%20radioactives>
- The Guardian
<https://www.theguardian.com/world/2025/feb/12/japan-nuclear-power-plan-emissions-targets-fukushima>

- Courrier international
https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-essais-nucleaires-au-sahara-un-poison-pour-les-populations-et-les-relations-alger-paris_227854
- Le Point
https://www.lepoint.fr/societe/les-essais-nucleaires-francais-a-l-origine-de-cancers-ch-ez-des-militaires-17-07-2012-1486264_23.php#11
- INA
<https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/1971-greenpeace-nait-de-l-opposition-aux-essais-nucleaires>
- <https://storymaps.arcgis.com/stories/c130bf84c7da422bbe45cacff2107f9c>
- [enquête au coeur de la zone d'exclusion de Tchernobyl](#) - Étude de la radioactivité suite à l'attaque militaire russe, par Greenpeace Allemagne